

CITÉ DES 150-LOGEMENTS DE ROUIBA

L'APC attend-elle une catastrophe pour réagir ?

■ La situation que vivent les habitants de la cité des 150-Logements de Rouiba ne semblent plus être le souci des nouveaux élus, alors que ces derniers au moment de la campagne électorale, avaient tous promis de régler le problème que vit cette cité. De quoi s'agit-il en l'occurrence ? Des caves qui ne sont pas purgées depuis des années mais aussi à cause des réseaux d'évacuation des eaux usées (des immeubles vers le tout-à-l'égout central) qui sont bouchés en raison de l'accumulation des matières fécales.

Pour peu qu'il fasse un peu chaud, des odeurs insupportables se dégagent de ces égouts qui risquent d'exploser, faute d'être purgés. Les habitants de cette cité sont ballottés entre l'APC et l'OPGI qui se les rejettent comme des balles de ping-pong. En effet, à l'APC on leur répond que le problème ne relève pas de ses attributions en leur re-

commandant de s'adresser à l'OPGI de Réghaïa. Ce dernier dégage la balle (puante) en expliquant que la vidange des caves n'est pas de son ressort, étant donné que la plupart des logements sont vendus ou en voie de l'être. L'autre explication de l'OPGI : *"On n'a pas de pompes pour purger les caves."* Toute une institution avec certainement des centaines de salariés, des moyens matériels imposants mais qui n'a pas de pompes ! Incroyable ! Le pire est que, en sortant de l'immeuble de l'OPGI de Réghaïa, il se trouve des travailleurs qui viennent vous proposer, l'air innocent, des adresses pour louer des pompes chez des privés à des coûts exorbitants. Si les choses restent en l'état, la m... va remonter en surface. Alors, messieurs de l'APC et de l'OPGI faites quelque chose avant qu'il ne soit trop tard.

UV 19 de Ali Mendjeli Des infiltrations d'eau et des dégâts

A. El Abci

Des habitants transférés récemment à la nouvelle ville Ali Mendjeli (UV 19), se plaignent de fuites d'eau du fait, disent-ils, «de travaux d'étanchéité exécutés à la va-vite et ne répondant pas aux normes», rendant ainsi leurs appartements invivables pour cause d'une grande humidité et d'un froid glacial. Selon certaines familles originaires de la cité «El Gammas» et relogées, dernièrement, à l'unité de voisinage n°19, «autant nous avons été ravis de la beauté et la propreté des lieux, autant nous avons été surpris et choqués par l'importance des infiltrations d'eau, qui suite aux dernières pluies et neiges, ont carrément transformé les couloirs de nos appartements en des espèces de piscines». Et de souligner, que la raison a trait essentiellement à l'absence ou à la mauvaise qualité des travaux d'étanchéité des terrasses, qui font que l'eau s'infiltré et provoque des dégâts aux murs et aux plafonds, tout le temps que dure la pluie. Une dame d'un certain âge, bien qu'habitant au 2^{ème} étage seulement a fait état du même phénomène d'infiltration d'eau et d'humidité excessive.

La raison serait due, selon elle, au fait que les toilettes et la salle de bain de sa maison soient en façade, faisant en sorte que les fui-

tes durent longtemps surtout en temps de neige. Cependant tous affirment, s'être déplacés plusieurs fois à l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), pour leur signaler le cas de fuite d'eau, mais sans résultat palpable, ni aucune suite jusqu'à présent, disent-ils. Et de déclarer, que «si c'étaient des petits travaux à l'intérieur ou même à l'extérieur des appartements en question, nous aurions, de nous-même, procédé aux réfections et réparations nécessaires, mais là il faut dire que cela dépasse nos capacités».

Questionné sur ce sujet, le chef de service «Patrimoine immobilier» de l'office, M. Ramoul, dira que ces logements ont été réalisés par une entreprise étrangère et il n'est pas exclu que les travaux ont comporté des «malfaçons», aussi j'invite tous les concernés à me contacter personnellement au siège de la direction générale de Filali. Car, pour moi, je viens d'apprendre ce genre de problèmes». Et de promettre l'organisation d'une sortie sur le terrain pour voir exactement de quoi il s'agit. «Et si c'est un problème d'étanchéité, celle-ci étant garantie, dira-t-il, l'entreprise qui en a assuré les travaux qui est toujours là et qui a signé beaucoup de contrats avec nous, procédera certainement avec empressement aux réparations nécessaires», dira-t-il.

Du pain sur la planche pour l'hydraulique

A. E. A.

La direction de l'hydraulique de la wilaya de Constantine a inscrit plusieurs projets sectoriels pour la réhabilitation des réseaux d'assainissement et d'autres concernant la réalisation de pompes pour l'épuration des eaux des oueds à travers le territoire de la wilaya.

Selon le chef de service assainissement à la direction de l'hydraulique, Bouaziz Horchi, en matière d'assainissement, il a été recensé près de 930 km de canalisations au niveau de la wilaya, près de 30.000 regards (de visites, de jonction, etc.) et près de 17.000 avaloirs pour absorber les eaux pluviales. Concernant la réhabilitation des oueds qui traversent

des zones urbaines, qui se retrouvent régulièrement menacées d'inondation et surtout pendant les périodes hivernales, pas moins de 07 km ont été déjà traités et réhabilités en attendant que l'opération soit élargie à tous les oueds à travers le territoire de la wilaya.

Et dans ce sillage, M. Horchi ajoutera que le secteur de l'hydraulique compte parmi ses missions celle de la réhabilitation des cours d'eau qui traversent la wilaya et dont 42 km passent par des zones habitées et dont il y a lieu de leur assurer la protection nécessaire, dira-t-il. Et de faire savoir qu'à cet effet, la direction de l'hydraulique s'est chargée de la réalisation de travaux de calibrage, dont l'objectif visé est d'assurer une meilleure maî-

trise de la furie des eaux des oueds, qui sans cela causeront beaucoup de dégâts aux habitations et aux populations. Et dans ce cadre, il affirmera que les travaux de protection en question qui concerneront à terme l'ensemble des 42 km de zones peuplées, sont déjà achevés sur une distance 07 km. Cependant que d'autres travaux de calibrage de cours d'eau sont en cours de réalisation sur une longueur de 05 autres km et que ceux afférents au linéaire de 30 km restants seront lancés au fur et à mesure dans les prochaines années. Enfin, notre interlocuteur notera l'importance des financements que nécessitera ce programme de traitement des oueds et qu'il situera à hauteur de 10 milliards de dinars.

DELLYS, PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS

Lancement prochain des travaux

Les travaux de protection de la ville de Dellys contre les inondations seront lancés dans les prochains jours, a annoncé le responsable de la direction de l'hydraulique.



PAR BOUZIANE MEHDI

"Une enveloppe de 350 millions de dinars, retenue sur le programme sectoriel de l'exercice 2012, a été affectée à la réalisation de cette opération, inscrite au profit de la ville de Dellys suite aux inondations de 2007", a indiqué, à l'APS, Dramchi Mohamed, précisant que ces travaux engloberont l'aménagement de trois cours d'eau principaux traversant la ville de Dellys, les oueds Tiza, El-Hammam et Takedem, en l'occurrence, qui bénéficieront, à l'occasion, d'actions de nettoyage et de curage, de confortement des berges avec des digues en béton pour empêcher leur

débordement en périodes de crues et, enfin, l'aménagement de leurs berges.

La wilaya avait lancé, en 2012, la réalisation de trois plans directeurs concernant trois bassins hydrographiques qui englobent l'Oued Boudouaou, l'Oued du bas Sebaou et l'Oued du bas Issers, pour protéger cette partie de la région contre les inondations. L'objectif principal de ces plans est la détermination du volume des précipitations et des divers rejets d'eaux qui se déversent dans ces cours et l'élaboration, en conséquence, des projets de protection des villes et autres zones d'habitations environnantes contre les inondations. Durant ces trois dernières années, la région a été destinataire, dans ce sillage, de plusieurs études et projets pour endiguer les risques des inondations liés à

des cours d'eau répertoriés au niveau de cinq bassins hydrographiques de la wilaya. En plus de ruisseaux répertoriés au niveau des bassins de Boumerdès et de Hamiz, les cours d'eau concernés sont l'Oued Bordj Menail, l'Oued Issers et l'Oued Boudouaou, souligne l'APS. Ces dernières années, ces cours d'eau ont été classés à risques à cause de l'extension urbanistique et de la prolifération des constructions anarchiques enregistrées dans une majorité des villes de la wilaya, a observé M. Dramchi.

Plusieurs actions de nettoyage des lits de ces oueds de rejets hétéroclites et de détritus naturels et industriels ont été entreprises à la période indiquée, outre le confortement de leurs berges.

B. M.

CHLEF

Réhabilitation du réseau d'assainissement

Un montant de plus d'un milliard de dinars est débloqué pour la réhabilitation et l'extension du réseau d'assainissement de la ville de Chettia, au nord de Chlef, selon une fiche signalétique exposée au wali lors d'une visite, jeudi dernier, dans cette commune. Cette enveloppe servira à l'extension et la réhabilitation de la totalité du réseau d'assainissement de la ville de Chettia qui compte une population de 69.500 habitants. Les travaux prévus dans le cadre de ce projet portent sur la pose de canalisations sur une distance de 72.978 mètres linéaires, la réalisation de 2.400 regards, de 7.000 boîtes de branchement et de 623 avaloirs. Scindé en quatre parties, le projet, dont les travaux de réalisation sont pris en charge par quatre entreprises spécialisées, sera livré dans sa totalité dans un délai de 18 mois, en juillet 2014. Le projet, dont l'aménagement urbain de la ville de Chettia est tributaire, est très attendu par la population locale, qui espère que les entreprises en charge du projet soient au rendez-vous des échéances fixées.

Necib à Souk Ahras

Le ministre des Ressources en eau effectue aujourd'hui, une visite d'inspection des infrastructures et des projets relevant de son département dans la wilaya de Souk Ahras.



Changement dans le secteur de l'eau

Le DG de l'Agence nationale des barrages (ANB), Brahim Nessala, a été installé officiellement, hier, à la tête de l'Autorité de régulation de l'eau, cédant sa place à Abbas Saïd, directeur central au ministère des Ressources en eau. Ce changement découle, selon nos sources, de l'urgence de régulation du liquide précieux, surtout que l'autorité en charge est, depuis plusieurs mois, sans DG.



الطارف / فيما أقر رئيس البلدية معاناة مواطنيه اهتراء الوسط الحضري و غياب مياه الشرب و الغاز يرهق سكان " حي سعدي الطيب " ببوحجار

بشبكات الغاز اكد لنا ذات المتحدث ان الحي مبرمج ضمن قوائم المناطق التي ستستفيد بالربط بالغاز في أقرب الاجال في انتظار تسلم وثيقة الاسناد من طرف مديرية الصناعة و المناجم ، فيما يخص النقل الحضري فقد عبر محدثنا عن ارتياحه حول الموضوع لأنه فور الانتهاء من تهيئة و تعبيد الطرقات فالربط بالنقل الحضري يتم بطريقة بسيطة تتم على مستوى مديرية النقل ، و اعدا بحل المشاكل التي تترك مواطنيه من خلال برمجة مشاريع فعالة خلال الأيام القادمة ..

تنموي يقضي على مظاهر التهميش و التخلف التي طبعت الحي في ظل انعدام التهيئة. و في اتصالنا مع رئيس بلدية بوحجار السيد « العربي نوري » أكد لنا حقيقة هذه المشاكل و انشغالات المواطنين مؤكدا أنه بالنسبة لتهيئة الطرقات فهي في الخطوات الاخيرة من الترتيب حيث انهم يحوزون على رخصة البناء في انتظار الانتهاء من وثائق اسناد المشروع لأحد المقاولين و هو المشروع الذي خصص له أزيد من 700 مليون سنتيم و ان الحي تجري فيه تهيئة و تعبيد 400 متر من المسالك الداخلية، أما بالنسبة للربط

الذين التقت بهم «آخر ساعة» أن معاناتهم لا تنتهي هنا بل تتعداها إلى مشكل ربطهم بشبكات مياه الشرب حيث أن الحي الذي يعرف نسبة عالية من السكان يعاني من قلة و شبه انعدام توزيع شبكات الماء ، من جهة أخرى لا زال مواطنو الحي يعانون من مشكل اهتراء منازلهم التي تحولت مع مرور السنوات إلى شبه أكواخ و باتت تصنف ضمن قوائم السكنات الهشة ذلك إلى جانب قدم قنوات الصرف الصحي و عدم ربطهم بشبكات الغاز. هذا و يأمل قاطنو حي «سعدي الطيب » من المجلس الشعبي البلدي الجديد النظر إلى جملة انشغالاتهم و إدراج برنامج

■ أميرة سناي

يعاني سكان « حي سعدي الطيب » ببلدية بوحجار الحدودية بولاية الطارف من غياب تام لمشاريع التنمية و التهيئة و يظهر هذا جليا في عدم تعبيد الطرقات عبر كامل مسالك الحي ، هذا و قد عبر السكان عن تدمرهم من استمرار المعاناة التي ترافقهم على مدار السنة خصوصا في موسم الشتاء بسبب الأوحال و الحفر التي تتشكل داخلها برك مائية يصعب اجتيازها، مستنكرين في هذا السياق ضعف الإنارة العمومية و قدم أنصب الأعمدة الكهربائية ما أصبح يشكل خطرا عليهم . من جهة أخرى أكد بعض المواطنين

فيما يبرر ارتفاع منسوب سد بني هارون تخوف سكان المشاتي المجاورة

مسؤول الري يطمئن بأن السد تحت المراقبة الدورية

يقومون بإفراغه كلما ارتفع منسوبه وزادت نسبة تساقط الأمطار، كما أن إدارة استغلال السد ستترك مفرغ الفيضانات يشتغل لبعض الوقت حين بلوغ السد منسوب 1 مليار متر مكعب، وذلك من أجل العمل على تنقية سطح الماء من الشوائب، على أن يتم بعدها استخدام مفرغات الفيضانات العميقة من أجل السماح بتفريغ مراقب للمياه الزائدة.

◆ شبيبة/ح

لأول مرة منذ إنجازه، أدت السنة الفارطة إلى عزل أزيد من 32 عائلة، خاصة التي تقيم بالقرب من الحوض المائي للسد. من جهته، طمأن رئيس فرع قسم الري بابين زياد سكان المشاتي المجاورة، أن امتلاء السد لا يشكل خطرا عليهم، وهذا بفضل المراقبة الدورية التي يقوم بها المختصون حتى لا تتعدى نسبة المياه بالسد النسبة المسموح بها. مضيفا أن القائمين على السد

أدى الاضطراب الجوي والتساقط الكبير للأمطار الذي عرفته المنطقة الشرقية الشهر الفارط، إلى امتلاء سد بني هارون عن آخره أي بنسبة 100 بالمائة، فبالرغم من أن هذا الأخير يمون 6 ولايات بالماء الصالح للشرب، زيادة عن المساحات المسقية وكذا توفره على كمية هائلة من الأسماك، إلا أنه بات اليوم يشكل خطرا حقيقيا على سكان المشاتي والقرى المجاورة له، إذ طالب سكان المشاتي المجاورة لسد بني هارون ببلدية مسعود بوجريو بقسنطينة القائمين على هذا السد، إيجاد حلول مناسبة، خاصة وأن امتلاء السد عن آخره أثار تخوفهم من الفيضانات التي قد تهدد حياتهم.

سكان المشاتي المجاورة لسد بني هارون أكدوا، أن تخوفهم يزداد كل شتاء خاصة وأن الولاية ومنذ السنة الفارطة باتت تعرف تساقط كميات معتبرة من الأمطار والثلوج، والتي تسببت في ارتفاع نسبة امتلاء سد بني هارون عن آخره، مشيرين في السياق، إلى أن سيول مياه السد الفائضة جراء امتلائه الكلي

مديرية الري للعاصمة خزانات جديدة لتوفير الماء بالأحياء المنجزة حديثا

ستنطلق مديرية الموارد المائية بالعاصمة في إنجاز العديد من المشاريع الخاصة بربط الأحياء السكنية الجديدة بشبكات المياه الصالحة للشرب، وذلك في إطار التكفل باحتياجات السكان الجديدة، حيث تم تسطير برنامج خاص بالمجمعات السكنية التي أنجزت حديثا، ولم يتم توزيعها بعد.

كريم. ب



والهيكل للمجمعات السكنية الجديدة قبل تسليمها إلى أصحابها، خاصة في ظل ارتفاع معدل التزويد بمياه الشرب وبلوغه 98 بالمائة بمعدل 165 لترا لكل ساكن في اليوم، وعليه تهدف مديرية الري إلى بلوغ نسبة مائة بالمائة في تزويد كافة المجمعات السكنية الجديدة والقديمة بمياه الشرب.

وتهدف هذه العملية إلى ربط تلك المجمعات بشبكة مياه الشرب، في إطار توفير كل الظروف المناسبة للإسكان، وتجنب الوقوع في تأخر ربطها بهذه المادة الأساسية قبل أن يتم ترحيل سكانها.

وأضافت مصادر من مديرية الري أنه من بين المشاريع التي تم تسطيرها، مشروع إنجاز نظام لمياه الشرب بمزرعة "رمضاني" بالدويرة، وإنجاز خزان مياه بقدره عشرة آلاف متر مكعب، ناهيك عن قناة قطرها 600 مم وأخرى للتوزيع بقطر 500 مم على طول ألفين وثلاثة أمتار بذات الحي، كما سيتم الانطلاق في إنجاز نظام مياه الشرب بسيدي سليمان ببلدية خرايسية، وتركيب خزان بسعة عشر ألف متر مكعب، بالإضافة إلى محطة ضخ كبيرة وقناة بقطر 300 مم على طول سبعة أمتار، فضلا عن إنجاز، بمزرعة "عبيدي" بذات البلدية، خزان سعته عشرة آلاف متر مكعب ومحطة ضخ بقناة ذات قطر 600 مم و500 مم على طول ستة آلاف متر.

أما بلدية بئر توتة، فسيستفيد حي "علي بوحجة" من إنجاز نظام لمياه الشرب بخزان سعته خمسة آلاف متر مكعب مزودة بمحطة ضخ، وقناة بقطر 600 مم على طول خمسة آلاف متر.

وجاءت برمجة هذه المشاريع في إطار التوصيات التي أقرها والي العاصمة، والخاصة بتوفير كل الظروف

المتضررون يحذرون من عواقب العملية

الوكالة الوطنية للسدود في تيزي وزو تلغي مشروع سوق ثلاثة بتادمايت

علمت "الفجر" من مصادر مطلعة، أن الوكالة الوطنية للسدود والتحويلات دخلت، منذ أمس، في مفاوضات جادة من خلال دراسة الملف الخاص بإنجاز سد سوق ثلاثة بتادمايت، بولاية تيزي وزو، الذي من المرتقب إلغاؤه بشكل نهائي وتحويله إلى منطقة أخرى بفعل المشاكل التي تلاحق الوكالة مع ملاك الأراضي التي انتزعت منهم لإنجاز السد.



يؤجج الصراع بالمنطقة ويغذي أطرافاً مجهولة، داعياً إلى فتح الحوار مجدداً بين الوزارة والوكالة الوطنية والمعنيين بالعملية، متسائلاً عن خلفية القرار الذي يأتي في ظل المشروع في تعويض البعض منهم، ليتم إجهاضه في آخر لحظة بعد الاجتماع الذي جمع الأسبوع الأخير إطاراً عن الوزارة ومسؤولاً آخر بالوكالة الوطنية للسدود، دون علم المعنيين بقرار التعويض. وأضاف المتحدث أنه أودع شكوى لدى رئيس دائرة ذراع بن خدة والأمن، مطالباً فيها حماية الموقع من أي عملية قد تستهدفه، مؤكداً أنه ليس مسؤولاً عن ما قد ينجر لاحقاً في ظل هذا الخلاف الذي ما يزال قائماً.

والسلطات الوصية، لوجود غموض كبير يكتنف العملية رغم تلقي العشرات منهم استدعاءات بغية حصولهم على تعويضات، والتي انطلقت بمتضرري تادمايت دون إحصاء الآخرين في الوقت الحالي. إلى جانب رفض مديرية أملاك الدولة التنازل عن السعر المحدد خلال المرحلة الأولى، ما اعتبره أصحاب الأراضي غير مجدي، إلى جانب مسألة المقابر بهذه المنطقة التي سيأتي عليها السد، والذي سيكلف الخزينة العمومية 13 مليار دج ويتربع على 450 هكتار. وفي اتصال هاتفياً أمس الأول، برئيس جمعية منتزعي الملكية، قال إنهم ضد هذا القرار الذي وصفوه بـ"السياسي والسلبى"، والذي قد

جمال عميروش

■ وأضافت المصادر ذاتها أن سكان قرى خمس بلديات المعنية بهذا السد جنوب تيزي وزو، رفضوا المشروع الذي كلفت بأشغال إنجاز مؤسسه تركية كان قد تم منعها من طرف هؤلاء من تنصيب ورشتها بعين المكان إلى غاية التكفل الجاد بمطالبهم، خصوصاً ما تعلق بقضية تعويضهم عن أراضيهم رغم تخصيص ما لا يقل عن 5 ملايين سنتيم لذلك. كما أن خلفية إلغاء المشروع بهذه المنطقة يعود إلى عدم إقناع لجان تلك القرى بالمشاورات التي جمعت جمعية منتزعي الملكية لإنجاز هذا السد الكائن مقره بتادمايت

سكان 4 أحياء بسيدي عامر يشتكون ندرة الماء الشروب منذ 20 يوما

يشتكى سكان أحياء العقيد لطفي، حسبة بن بوعللي، المجاهدين واحمد زبانة بسيدي عامر في المسيلة، والتي تحصي قرابة 30 ألف نسمة، من غياب الماء الشروب من حنفيات منازلهم منذ 20 يوما، وحسب من تحدثوا لـ"النهار"، فإن الإشكال يكمن في خلل على مستوى الآبار والمضخات، لتتولى البلدية عملية التزويد غير أنها لم تغط طلبات السكان من المادة الحيوية، كما حُفّ السكان من عناء البلدية التي تقوم بنقل المادة الحيوية في عز الشتاء لهم، من خلال الشاحنات شريطة دفع 300 دج، فيما سخر آخرون مركبات لجلب الماء الشروب من المساجد وسكان الأحياء المجاورة بإقليم المدينة، ليوّجه بعض المتضررين نداء إلى الجهة المعنية بضرورة تسوية الإشكال قبل دخول فصل الربيع الذي لا يختلف في حرارته على الذي يليه.

بوزيدي خالد

وادي عيدان يهدد حياة 17 عائلة ببلدية المرسى

■ ناشدت 17 عائلة ببقعة القلثة التابعة إداريا لدائرة المرسى، الواقعة أقصى الشمال الغربي لولاية الشلف، السلطات المحلية إيوائها بمساكن لائقة بعد أن هجرت أكواخها ومساكنها القصديرية هروبا من فيضان وادي عيدان، الذي أتلّف الكثير من التجهيزات المنزلية والأثاث خلال فيضانات نوفمبر الماضية. وتم إيواء هذه العائلات مؤقتا بدار الشباب لذات الحي، حيث وجدت هذه العائلات نفسها هذه الأيام نفسها مجبرة على العودة إلى مساكنها القصديرية وأكواخها، بعد أن تم تحويلها من دار الشباب التي حولوا إليها مؤقتا غداة فيضانات نوفمبر الماضية، في حين اختارت بعض العائلات العودة إلى مساكنها السابقة بدلا من البقاء في أوضاع غير إنسانية بدار الشباب، فيما اختارت بقية العائلات استئجار عدد من المحلات المهنية للسكن ريثما يتم التكفل بوضعيتها من قبل السلطات المحلية. لذا تناشد هذه العائلات السلطات البلدية تخصيص مساكن لائقة لها، أو منحها إعانات مالية أسوة ببقية العائلات المنكوبة بالجهة الشمالية للولاية، والتي استفادت من هذه الإعانات لأنه تم إحصاؤها على أساس عائلات منكوبة. وحسب مصدر من بلدية المرسى، فقد تم إحصاء العائلات المنكوبة من قبل المصالح المختصة، وستمنح لهم الأولوية في الاستفادة من سكنات ريفية في مشروع المجمع السكني الريفي المقرر إنجازه قريبا بالبلدية، بعد اختيار الأرضية لاحتضان المشروع الذي تم تعيين مكتب الدراسات لإعداد الدراسة التقنية له.

سكان الأغواط يشتكون من انتشار بالوعات الصرف الصحي المهترئة

الجديدة في تراب بلدية حاسي الرمل وعلى محور الطريق الوطني رقم 47 في المدخل الغربي لمدينة أفلو في المكان المقابل للعيادة متعددة الخدمات، حيث خلف الانزلاق فجوة أرضية كبيرة، كما هو الحال بالنسبة للنفق الذي أحدثته مصلحة المياه بطريق الضاية، في الحي الجنوبي بالأغواط، واكتفت الجهات المسؤولة بردمه بالتراب، ويلجأ المواطن في كثير من الأحيان إلى وضع إشارات بالحجارة لتنبئيه مستعملي الطرقات من الوقوع في تلك الحفر أو الانزلاق في غياب الجهات المسؤولة التي لم تكلف نفسها وضع إشارات مرورية تحذر السائقين.

حمدي - ع

تشهد الكثير من الأحياء بالأغواط من المعمورة والوئام والواحات والتجمعات الحضرية الكبرى في الولاية على غرار أفلو، قصر الحيران، حاسي الرمل، حاسي الدلاعة وعين ماضي، انتشار بالوعات الصرف الصحي الوظيفية وغير الوظيفية المهترئة والتي تتعدم بها الأغطية، مما تسبب في عدة حوادث كسقوط الراجلين وحدوث أعطاب في السيارات، فضلا عن كونها مصدرا للروائح الكريهة.

الظاهرة تسبب فيها المقاولون الذين يقومون بإنجازات على مستوى الطريق، مما تسبب في عدة انزلاقات في التربة، مثل الانزلاق على مستوى الطريق الولائي رقم 1 عند المدخل الشمالي لمدينة بليل

لا ماء ولا طرقات ولا شبكة للصرف الصحي

العرايسية بلدية وادي الجمعة في غليزان . . الدوار المنسي

حيث يعتمدون منذ عقود على مياه الصهاريج غير المراقبة صحيا. وما حَزَّ في أنفسهم أنهم لم يستفيدوا من مياه سدِّ قرقر الذي استفادت منه بلديتهم في إطار تزويد البلديات الجنوبية بالمياه.

وأضاف المعنيون أنهم يعيشون غبنا حقيقيا عند كل تساقط للأمطار، حيث تتحول طرقات الدوار إلى برك من الوحل تشل حركة النقل سواء للراجلين أو المركبات، باعتبار أنها ترابية. ويأمل محدثونا أخذ المجلس الجديد للبلدية انشغالاتهم مأخذ الجد. ■ بلفوضيل لزررق

الواقعة 12 كلم غرب العاصمة ولاية غليزان، بتدخل الوصاية وحمل مصالحها المعنية على احتواء حزمة المشاكل التي نغصت يومياتهم، إذ لا يزالون محرومين من أدنى ضروريات الحياة الكريمة، على غرار باقي دواوير البلدية التي استفادت من مشاريع تنموية عدة. وأردفت مجموعة منهم في اتصال بـ"الفجر" أن المنطقة تنعدم بها شبكة الصرف الصحي، حيث مازالوا يعتمدون على الحفر التقليدية "المطامير" رغم ما يحفها من مخاطر صحية. كما تنعدم شبكة إيصال المياه الصالحة للشرب،

■ أبدى سكان دوار العرايسية، 02 كلم عن بلدية وادي الجمعة مركز بولاية غليزان، استياءهم الشديد جراء الأوضاع المزرية التي يعيشونها منذ عقود، زادت من حدتها الوعود الجوفاء التي أطلقها عديد "الأميار" الذين تداولوا على شؤون البلدية دون أن تتجسد على أرض الواقع، لاسيما ما تعلق بإنجاز شبكتي الصرف الصحي والمياه الصالحة للشرب، بالإضافة إلى تهيئة طرقات الدوار التي أضحت مسالك ترابية.

لذا يطالب العشرات من سكان دوار العرايسية ببلدية وادي الجمعة،

KOUBA : ÉCLATEMENT D'UNE CONDUITE PRINCIPALE D'EAU POTABLE

Plusieurs localités relevant des communes de Badjarrah et de Kouba ont été privées d'eau potable durant la journée du dimanche. D'après un agent de la Seaal, cela est dû à l'éclatement d'une conduite principale, hier vers 3h30 du matin, au lieu-dit «Côte blanche», quartier dépendant de la commune de Kouba. Des riverains ont affirmé que le même incident s'est déjà produit au même endroit. *«Deux années auparavant, la conduite a cédé. Les agents de la Seaal sont intervenus pour la réparer»*, déclare un riverain. Entre-temps, la placette du quartier Haï El Badr, située en contrebas, a été inondée. Des agents de l'Epic Asrout, relevant de la circonscription administrative d'El Harrach, ont été dépêchés pour procéder au nettoyage. Toutefois, les avaloirs obstrués ne leur ont pas permis de mener à bien cette opération.

Grandeurs et insuffisances des plans d'investissement publics

Des réalisations et des leçons

Les plans d'investissement publics mis en œuvre, depuis plus de dix ans, ont mobilisé une enveloppe financière de plus de 500 milliards de dollars. Les effets attendus de tels programmes historiques, sont principalement la réhabilitation et la mise à niveau des infrastructures et équipements publics, ainsi que leur extension, attendus pendant plusieurs années, un "gel" qui ne dit pas son nom, avait caractérisé les infrastructures du pays.



Par Saâd Taferka

Une situation induite par des retards générés par l'application du Plan d'ajustement structurel (PAS) dicté par le FMI à l'Algérie comme "prix" à payer à l'accord du rééchelonnement de la dette, pendant les années 1990, et retards occasionnés aussi par le terrorisme, qui a détruit plus de deux milliards de dollars d'infrastructures et équipements publics, en plus du fait qu'il a été à l'origine du déplacement de centaines de milliers d'habitants des campagnes vers les villes.

Ensuite, les possibilités des investissements privés (nationaux et étrangers), longtemps souhaités et sollicités, étaient freinés souvent par l'indisponibilité de certains équipements et infrastructures, que seul l'Etat est en mesure de réaliser : routes, pistes, développement des ports et aéroports, électrification, adduction d'eau, raccordement au réseau de gaz...etc. La vérité est que beaucoup d'entreprises privées-outré la bureaucratie légendaire de l'administration et l'archaïsme des banques publiques- étaient dissuadées d'aller investir dans des zones où l'assiette foncière pose des problèmes juridiques, où la desserte de la zone n'est assurée par aucune piste ou route, et où des commodités de base, comme le gaz et l'électricité, relevaient de la chimère.

Donc, outre les objectifs de développement et d'amélioration des conditions de vie des populations que visent les plans quinquennaux, les projets faisant partie de ces plans, visent également à asseoir une base viable pour le développement des investissements projetés par les entreprises et destinés à produire des biens et des services ainsi que l'emploi.

À la veille du lancement du Plan de soutien à la croissance économique (PSCE), en avril 2005, le président de la République explicitera sa vision devant les cadres de la Nation en ces termes : " Il faut permettre aux ressources de l'économie avec une politique industrielle visant à la diversification et à la sortie du tout-pétrole Nous devons nous rappeler à chaque instant, avec préoccupation, que nos exportations sont constituées à 98 % par les seuls hydrocarbures, alors que l'ensemble de nos autres ventes à l'étranger est

encore loin d'atteindre un seul milliard de dollars".

Par rapport à la situation financière du pays qui commençait à jouir d'une aisance inédite générée par des recettes pétrolières historiques- ce qui a accéléré l'idée même de ces investissements publics colossaux-, le président Bouteflika se lancera dans la critique de notre système bancaire : " La richesse, ce n'est pas un coffre-fort plein, mais une économie vivante et dynamique, des Algériens qui trouvent à s'employer, un processus d'investissement continu, une consommation en expansion.

Comment expliquer que les banques publiques qui disposent de liquidités évaluées, au bas mot, à quelque dix milliards de dollars, pratiquent des taux d'intérêt de 0,7 % voire 0 %, au moment où les investisseurs ont besoin de ressources financières ? ", dira-t-il.

Réévaluations et malfaçons

Sur le plan du principe, aucune partie n'a trouvé à "redire" par rapport aux engagements pris dans ce sens par le président de la République. Les remarques et observations émises par des partis politiques ou par des experts ont plutôt porté sur les conditions de réalisation de tels projets : études préliminaires, capacités de l'administration à manager des mégaprojets, capacité des entreprises algériennes à prendre en charge leur réalisation. Sur plusieurs points, ces observations ont trouvé leur justification. Les bilans établis pour les projets en question sont, sur ce plan, éloquent, y compris lorsqu'ils sont présentés par des officiels, à l'image du Premier ministre et du ministre des Finances.

À la nuance près, que la plupart de ces remarques indiquent plutôt des situations symptomatiques qui renvoient à des facteurs objectifs bien clairs. Il en est ainsi des regrets exprimés, il y a quelques mois, par Karim Djoudi et Abdelmalek Sellal, relatives aux réévaluations successives que subissent les projets et aux retards qui grevent leur rythme de réalisation.

De même, les différents ministres de l'Industrie qui se sont succédés à la tête de ce secteur névralgique, n'ont pas pu dissimuler le déficit de qualification de plusieurs entreprises algériennes, et le fait, aussi, que ces entreprises n'ont pas pu s'engager correctement dans les plans quinquennaux. Donc, le tant convoité transfert de technologie n'a pas pu, non plus, leur profiter.

Les plans d'investissement publics,

comme le craignaient certains experts et même des officiels algériens, ont surtout profité aux entreprises étrangères qui, lorsqu'elles ont un plan de charge trop lourd, en cèdent quelques segments à des entreprises algériennes sous forme de sous-traitance. Certaines études confiées à des partenaires étrangers se sont révélées mal "concoctées" et prennent parfois un caractère fantaisiste. C'est le président de la République lui-même qui déplore cette situation et qui enjoint, dans une directive datée de décembre 2009, aux maîtres d'ouvrage ministères, directions de wilaya... de privilégier l'outil national et d'éviter les études que n'imposent pas la logique et la nature du projet.

Les réévaluations successives de certains projets d'infrastructures sont logiquement à une mauvaise évaluation à la base. Lorsque le montant de la réévaluation sollicitée au près du ministère des Finances dépasse parfois, en termes financiers, le double du projet initial, cela prête à des questions graves et pertinentes sur les études préliminaires, les études de faisabilité et le schéma d'exécution présentés par les bureaux d'études.

Outre les retards de réalisation et les réévaluations financières, la qualité finale des ouvrages donne parfois une idée assez édifiante sur l'une des phases, ou toutes les phases, par lesquelles sont passés le processus de passation de marché et la procédure de contractualisation. L'exemple le plus éloquent en la matière, est sans doute, le tronçon d'autoroute Lakhadaria-Bouira, (une quarantaine de km), complètement défigurée en l'espace de quelques années.

Si le département de Amar Ghoul s'est empressé de rassurer l'opinion en... promettant des réflexions à la hauteur des dégâts, il s'est, en revanche, bien gardé de présenter le diagnostic de la situation et d'informer l'opinion sur les raisons de telles forfaitures et de leurs auteurs. Aucune information, non plus, sur d'éventuelles poursuites judiciaires contre les entreprises ou bureaux d'études qui sont à l'origine de ces graves malfaçons, qui ont emporté des centaines de vies humaines (du fait d'accidents de la route qu'elles ont générés) et de plusieurs milliards de dinars de l'argent public.

Les propositions formulées, dès le début des années 2000, par certains experts, visant à renforcer les capacités d'études et de réalisation par un système de formation adéquat, trouvent aujourd'hui tout leur sens. Ainsi, aussi bien au niveau des administrations de wilaya et des communes, que de l'administra-

tion centrale, les capacités managériales ont des besoins criants en matière de formation. Il a été suggéré de réserver une partie des montants destinés aux programmes d'investissements, pour rehausser les capacités techniques et managériales des agents de l'Etat et des entreprises de réalisation.

Les impératifs de la mise à niveau de l'outil national

Le professeur Abdelmadjid Bouzidi avait, dès le lancement du PSCE en 2005, averti que "les ressources humaines de qualité et expérimentées, capables de manager de tels projets, ont diminué.

La question se pose alors de savoir comment gérer tous ces projets de manière efficace et coordonnée tant au plan technique qu'au plan financier. Les projets décentralisés, et ils sont les plus nombreux, sont les plus complexes à gérer, les Algériens connaissant le sous-encadrement qui caractérise nos collectivités locales. De leur côté, les entreprises algériennes de réalisation n'ont pas une réputation de performance et de compétitivité, et l'immense marché qui est offert par l'Etat à l'occasion de ce Plan risque de leur échapper.

Le multiplicateur jouera à l'extérieur. À moins que toutes nos entrepreneurs prennent conscience qu'il y a là, pour eux, une occasion qui ne se répétera probablement pas, de lancer, pour chacune d'entre elles, des programmes de mise à niveau et de redressement internes".

S'agissant des détails des procédures que l'encadrement algérien est appelé à mettre en branle à l'occasion de la mise en œuvre de ces mégaprojets, le professeur Bouzidi ajoute: "Maturation des projets, mise en réalisation, suivi de chantiers, réception des ouvrages, toutes ces opérations exigent une grande compétence et une grande mobilisation des autorités locales. Pilotage central, vision globale et opérations et opérations de corrections nécessitent une structure centrale performante du suivi et de l'exécution. Ces conditions de bonne exécution des différents programmes ne sont, hélas, pas réunies aujourd'hui".

En tant que facteur important de renouvellement et d'extension de la base infrastructurelle du pays, les plans d'investissements publics décidés par le gouvernement depuis le début des années 2 000 sont d'un apport considérable pour la grande avancée du pays sur la voie de son développement. C'est un mouvement qui a induit de nouveaux modes de consommation et de pratiques sociales, aussi bien dans les foyers que sur les routes et les marchés.

Cependant, des correctifs s'imposent dès maintenant- déjà des esquisses de plan 2015/2020 sont au stade de la réflexion au niveau central-pour réorienter les nouveaux projets selon les critiques saines formulées par des experts nationaux et, surtout, selon les leçons acquises des plans précédents. Il s'agit, principalement, de remédier aux insuffisances de qualification et de formation de l'outil national (bureaux d'études et entreprises de réalisation).

L'expert en management, docteur Abdelhak Lamiri, donnait des estimations "effrayantes" au lancement du deuxième plan : "lorsque le gouvernement algérien met 100 milliards de dollars dans l'économie, 75 milliards vont à l'étranger. C'est pourquoi il aurait fallu créer des entreprises à même de bâtir une base économique pour absorber au moins la demande intérieure et pour que les autres peuples ne bénéficient pas de nos ressources d'une manière gratuite".

La situation paraît d'autant plus complexe que les ressources qui ont permis la réalisation de tant d'infrastructures routières, ferroviaires, hydrauliques, énergétiques... continuent à dépendre des seules exportations en hydrocarbures, lesquelles sont, de plus en plus, à de multiples aléas, liés au marché mondial, à la crise financière européenne et aux facteurs géostratégiques. S. T.

PÉRIMÈTRE AGRICOLE DE BENI SLIMANE (MÉDÉA)

Prémices d'une relance de la mise en valeur

L'ambitieux projet de mise en valeur de la plaine de Beni Slimane, dans la wilaya de Médéa, datant de plusieurs décennies, est en train d'être ressuscité à la faveur d'une nouvelle approche adoptée depuis peu par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Presque cinquante ans après son lancement, le projet n'a pas perdu, pour autant, de son intérêt, notamment auprès des exploitants agricoles de cette partie de la wilaya de Médéa, dont le destin reste étroitement lié au devenir de cette terre fertile et nourricière. Passées les années de scepticisme suscité par la mise en veille du plan de valorisation, initié par les pouvoirs publics au début des années 1960, l'avènement des différents dispositifs de soutien au secteur agricole a amorcé d'une nouvelle dynamique qui s'est traduite par une reprise en main de cet ambitieux projet.

LA PLAINE DE BENI SLIMANE : UNE SECONDE MITIDJA

La mise en valeur du périmètre de Beni Slimane était annoncée, en 1963, d'une véritable mutation agricole dans cette plaine, qui s'étend de Berrouaghia, dans la wilaya de Médéa, jusqu'à Bir Ghebalou, dans la wilaya de Bouira, et qui est considérée, par beaucoup, comme la seconde Mitidja du pays, eu égard à la qualité de son sol. Initié dans le cadre des zones de développement et d'organisation rurales, à partir de 1963, le projet de valorisation de la plaine de Beni Slimane a suscité un énorme enthousiasme chez les populations rurales, vu l'impact qu'il était censé avoir sur le développement de cette région rurale. L'optimisme affiché, au début,



va laisser cependant place, peu à peu, au doute et au scepticisme, en raison de l'approche purement bureaucratique qui a prévalu durant les premières années du lancement du projet. La multiplication des dispositions, tant réglementaires qu'organisationnelles, va avoir un impact négatif sur le bon déroulement de ce projet. Il y a eu, d'abord, la promulgation, en 1970, d'un décret présidentiel instituant le périmètre de Beni Slimane en zone de modernisation rurale, suivie, en 1975, de la création du comité technique de rénovation rurale, pour aboutir, en 1985, à la création d'un autre organisme, en l'occurrence l'Office d'aménagement et de mise en valeur du périmètre de Beni Slimane. Cependant, aucune action concrète n'est venue appuyer, sur le terrain, cette profusion de décisions, censée servir de cadre d'exécution à cet immense chantier sur lequel reposaient les

espoirs de milliers de paysans.

TOUT MONOPOLE DE LA PART DES POUVOIRS PUBLICS EXCLU

Il a fallu attendre l'année 2009, soit 46 ans après, pour voir, enfin, les prémices de cette revalorisation se dessiner à l'horizon grâce à une nouvelle approche qui donne la priorité à l'investissement productif et limite l'intervention des pouvoirs publics, par souci d'efficacité et d'efficience dans la conduite de la démarche préconisée, a-t-on indiqué à la direction des services agricole (DAS). Il est fait part, dans ce contexte, de la nouvelle approche qui exclut tout monopole des pouvoirs publics sur le processus qui est engagé dans la perspective de la revalorisation de cette plaine, en limitant son intervention au seul domaine exclusif de l'infrastructure d'appoint. Cette intervention se traduit dans la prise en charge des projets d'in-

frastructures liés directement au projet, à travers la réalisation d'ouvrages hydrauliques, de pistes agricoles, d'amélioration foncière et d'ouverture de pistes agricole, a-t-on expliqué à la DSA, en faisant observer que le volet investissement, avec tout ce qu'il implique comme actions ou opérations à réaliser, est à la charge des opérateurs économiques ou exploitants agricoles intéressés par ce projet. Une démarche qui commence à donner ses fruits, eu égard aux résultats assez prometteurs obtenus sur le terrain, a confié le directeur des services agricoles, Mustapha Bennaoui, qui fait état de l'ouverture, au cours des quatre dernières années, de 200 km de pistes agricoles à l'intérieur de ce périmètre, d'une superficie de 270 000 hectares, ainsi que la réalisation de travaux d'amélioration foncière sur plus de 3 000 hectares. Il a révélé, en outre, la réhabilitation d'un nombre non négligeable d'infrastructures d'élevage avicole et bovin au niveau de plusieurs communes situées à l'intérieur de ce périmètre, en plus de la plantation d'au moins 500 hectares d'oliviers, d'amandiers et de pommiers, à la faveur des fonds de soutien aux filières agricoles. Selon M. Bennaoui, l'apport le plus significatif de l'Etat dans la concrétisation de ce projet réside dans le futur barrage de Beni Slimane, en cours de réalisation, qui va permettre d'irriguer une superficie de 2 000 hectares.

APS & R. R.

تشغيل بئر إضافية قريبا لتقليص أزمة ماء الشرب بعين الملح

بندرة في التموين بماء الشرب مسّ عديد أحيائها رغم أن الفترة الحالية ينخفض فيها استهلاك الماء مقارنة بفصل الصيف.

وأشارت ذات المصالح إلى أن هذه البئر المنجزة ضمن البرنامج القطاعي لديها قدرة تدفق بأكثر من 20 لترا في الثانية ومن شأنها أن تسهم في دعم برنامج التوزيع على مستوى مدينة عين الملح وتحسين الخدمة المقدمة في هذا المجال ق.م/أ.ج.

سيتم في غضون الأسبوعين المقبلين تشغيل بئر ارتوازية لدعم تعبئة المياه الجوفية الموجهة للتموين بالماء الصالح للشرب بعين الملح (140 كلم غرب المسيلة) حسبما علم أول أمس من مصالح البلدية هذه البلدية.

واستنادا إلى ذات المصدر فإن مدينة عين الملح التي يقطنها زهاء 100 ألف ساكن والمعروفة بتربية الماشية، شهدت خلال الأيام الأخيرة تذبذبا مصحوبا

سكان إيروشاد بالعجبية يطالبون بشبكة المياه

● لا تزال أزمة العطش متواصلة بقرية إيروشاد التابعة لبلدية العجبية شرق البويرة، حيث لم تستفد القرية بمشروع للتزود بالمياه الصالحة للشرب التي تكاد تنعدم، حيث يعتمدون في توفيرها على شاحنات البلدية التي تزورهم مرة واحدة في الأسبوع، الأمر الذي أصبح لا يلبي حاجياتهم، ناهيك عن مخاوفهم من نوعية المياه، مما جعلهم يستنجدون بالسلطات المعنية، لمطالبتهم بمشروع ربطهم بالمياه الصالحة للشرب، لوضع حد لمعاناتهم الألفية التي تتواصل دون أن يتم الإلتفاتة لهم.

■ الطاهر رميلي / رحاب.ش

مشاكل في توزيع مياه الشرب ببوطي السايح والجزائرية للمياه مطالبة بالتدخل

في عدم تنظيم الماء والذي تتحمل جزءا كبيرا من مسؤوليته مصالح البلدية ، حيث أكد ذات المسؤول طرح الإنشغال على والي الولاية في زيارته الأخيرة نهاية الأسبوع الماضي لطلب المساعدة قصد تدخل الجزائرية للمياه وفتح فرع لها ببلدية بوطي السايح و أخذ الملف على عاتقها نتيجة إمتلاكها الإمكانيات اللازمة لتسيير المياه بطريقة أمثل ، فيما تواجه البلدية عدة متاعب ومصاعب لتحصيل مستحقاتها حيث تراكمت ادليون و أكد رئيس البلدية بأنه تم طرح هذا المشكل خلال المداولة الأخيرة للمجلس الشعبي البلدي ، فيما يبقى المواطن ينتظر حلولا آنية قد تخلصه من العطش الذي يلازم بعض القرى والأحياء في عز فصل الشتاء .

قرطي أحمد

لا يزال مشكل المياه الشروب يطرح بقوة ببلدية بوطي السايح بدائرة سيدي عيسى بالمسيلة منذ فترة طويلة حيث تبقى عدة أحياء وقرى تعيش العطش خلال فصل الشتاء و قد أرجعت بعض المصادر أن أسباب هذا العجز يكمن في عدم مقدرة البلدية على التحكم في شبكة التوزيع لأسباب متعددة منها طول شبكة التوزيع التي تفوق 15 كلم . رغم أن نسبة التغطية تجاوزت 90 بالمائة ، فيما يبقى معدل الإستهلاك اليومي يتراوح ما بين 200 لتر للفرد الواحد يوميا بينما يبقى البعض يشتاقون الى لتر واحد وهي المفارقة الغريبة التي كانت محل شكوى من قبل بعض القرى على غرار "زلوف" ، "أولاد يحي" ، و بعض سكان " أولاد بن علية " من جهته رئيس البلدية السيد بن عيسى سلامي أوضح بأن المشكل يكمن